



Emploi – Salaires – Retraites

ON LACHE RIEN !!!

La loi reste impopulaire parce qu'elle est injuste et inefficace. Les salariés ont bien compris que les conséquences seraient néfastes pour la plupart d'entre eux.

Il y a plusieurs mois avant la mise en application effective de la loi qui sera

probablement promulguée par le Président de la République. **L'action peut donc légitimement se poursuivre pour empêcher la mise en œuvre des mesures anti sociales de cette loi** et obtenir l'ouverture de négociations pour prendre en compte les alternatives syndicales.

Le projet de loi de réforme des retraites fait reposer l'essentiel de l'effort sur les salariés (22,6 milliards d'euros pour les salariés contre 4,4 milliards pour les entreprises et hauts revenus).

Il est possible de financer une autre réforme des retraites !

Dans le scénario retenu par le gouvernement, **le PIB devrait quasiment doubler et passer de 1900 milliards d'euros par an à 3700 milliards d'euros en 2050.** Sur les 1800 milliards produits en plus chaque année par les salariés, en attribuer 105 milliards suffirait à financer les retraites.

Est-ce scandaleux que 6 % de ces richesses nouvelles soient attribuées aux retraités qui ont contribué à les produire ? Car c'est bien cela que nous dit le Gouvernement.

■ EMPLOI

Le premier élément de financement est de mettre en place de réelles politiques en faveur de l'emploi. Un million de chômeur en moins, c'est **5 milliards d'euros de plus dans les caisses.**

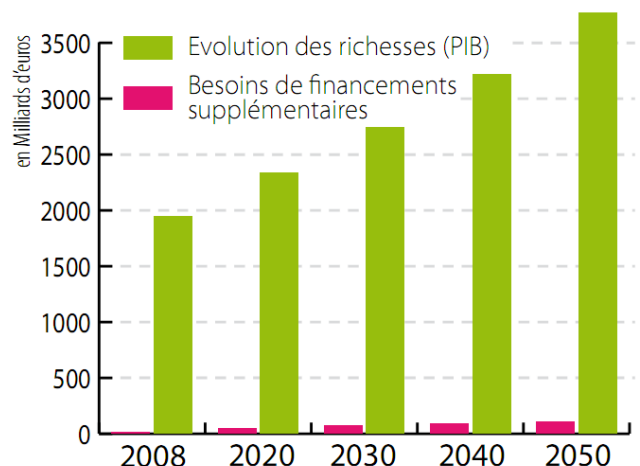
■ SALAIRES

La baisse de la part des salaires dans les richesses produites représente pour les salariés un manque à gagner de **200 milliards d'euros**

chaque année par rapport au début des années 80. Et **des salaires plus élevés, c'est aussi plus d'argent pour le financement de la solidarité !**

BESOINS DE FINANCEMENTS NOUVEAUX PAR RAPPORT AUX RICHESSES PRODUITES

Source : Rapport du Conseil d'Orientation des Retraites - scénario retenu par le Gouvernement



■ COTISATIONS SOCIALES

Plusieurs éléments de rémunération échappent actuellement à toute cotisation sociale (participation, intéressement, bonus, stock-options...). Les soumettre aux mêmes cotisations que les salaires rapporterait environ **10 milliards d'euro par an**.

D'autre part, la suppression des allègements de cotisations sociales dont bénéficient d'abord les entreprises rapporterait, d'après la Cour des comptes, entre **67 et 73 milliards d'euros chaque année**. Aucune étude n'ayant démontré leur efficacité économique ou sociale.

■ CAC 40, DES RESULTATS SPECTACULAIRES !

Au premier semestre 2010, les groupes du CAC 40 ont affiché un redressement spectaculaire de leurs résultats. **En l'espace de six mois, ils ont dégagé un total de 41,6 milliards de bénéfices**, soit presque autant que les 47 milliards déclarés pour l'ensemble de l'année 2009.



La bataille des retraites est une affaire de jeunes

Les jeunes seront parmi les plus touchés par la réforme des retraites que veut imposer en force le Gouvernement.



Aujourd'hui **25 % des jeunes sont demandeurs d'emplois**. Avec cette réforme, ce seront **des centaines de milliers d'emplois en moins** pour eux à cause du recul de l'âge de départ. Les jeunes sont particulièrement touchés par la précarité : **41,5 % des 18-25 ans sont en contrat courts** contre 8 % en CDI à temps complet.

De plus, la loi prévoit l'allongement à 42 ans de la durée du travail nécessaire pour une retraite à taux plein et le recul de l'âge de départ à 62 ans. **Il sera de plus en plus difficile pour les jeunes de disposer d'une retraite à taux plein.**

Femmes... Égalité dans la vie, le travail et la retraite !

Les discriminations salariales et le temps partiel subi sont causes de graves inégalités entre hommes et femmes durant la vie active, et s'accroissent à la retraite.

Par sa réforme des retraites, le gouvernement remet en cause une loi de 2006 qui obligeait les entreprises à « supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes avant le 31 décembre 2010 ». Les employeurs qui n'ont rien fait pour établir l'égalité pourront échapper aux maigres pénalités instaurées par la loi en adoptant de simples « plans d'actions » qu'ils pourront décider unilatéralement.

Plutôt que de chercher à résoudre les inégalités dont sont victimes les salarié(e)s, **le gouvernement instrumentalise la réforme des retraites pour satisfaire aux exigences du patronat**. Cette régression est intolérable.



Agissons dans nos entreprises et exigeons l'ouverture de négociations !

Le 23 NOVEMBRE, journée nationale interprofessionnelle de mobilisation à l'appel de la Cgt, Cfdt, Fsu, Solidaires, Unsa

A LILLE, manifestation unitaire, 11 h 30 Porte de Paris : pique-nique citoyen puis manifestation jusqu'à la Place de la République